

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne

Angoulême, le 8 janvier 2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 20/11/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **CDMR**

2 route des Etangs  
Champblanc  
16370 Richemont

Références : 2026\_23\_UbD16-86\_Env

Code AIOT : 0007200017

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/11/2025 dans l'établissement CDMR implanté La Malentreprise-Les Essars-Les taillis 16560 Aussac-Vadalle. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans la cadre du plan pluriannuel de contrôle de la carrière et a permis de faire le récolement de l'arrêté pris en 2024.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CDMR
- La Malentreprise-Les Essars-Les taillis 16560 Aussac-Vadalle
- Code AIOT : 0007200017
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

CDMR exploite un gisement de calcaire, pour une production annuelle moyenne de 500000 tonnes. Un arrêté préfectoral autorisant le renouvellement et l'extension de la carrière a été publié le 27 juin 2024.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Plan d'exploitation de la carrière	Arrêté Préfectoral du 27/06/2024, article 2.1.8.2	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
4	Surveillance de la qualité des eaux de surface	Arrêté Préfectoral du 27/06/2024, articles 5.2.8 et 5.1.3	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois
5	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 27/06/2024, article 5.3	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
6	Entretien des dispositifs de traitement	Arrêté Préfectoral du 27/06/2024, article 5.2.6	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
7	Nuisances sonores	Arrêté Préfectoral du 27/06/2024, articles 6.2.1 et 6.2.3	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
8	Vibrations	Arrêté Préfectoral du 27/06/2024, article 6.3.1	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Modalités d'extraction	Arrêté Préfectoral du 27/06/2024, articles 2.1.6.3 et 2.1.3.4	Sans objet
3	Remise en état	Arrêté Préfectoral du 27/06/2024, article 2.3.1	Sans objet
9	Retombées atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 27/06/2024, article 4.2.4	Sans objet
10	Propreté	Arrêté Préfectoral du 27/06/2024, article 3.1.1	Sans objet
11	Rétentions et confinement	Arrêté Préfectoral du 27/06/2024, article 5.2.11	Sans objet
12	information au public	Arrêté Préfectoral du 27/06/2024, article 3.6.1	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitation de la carrière se poursuit selon le phasage prévu par l'arrêté préfectoral d'autorisation. Des dépassements de seuils de niveaux sonores ont été relevés. L'origine de ces dépassements provient de l'installation de traitement présente sur la carrière.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan d'exploitation de la carrière

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 27/06/2024, article 2.1.8.2

**Thème(s) :** Autre, plan d'exploitation

#### **Prescription contrôlée**

L'exploitant établit un plan d'échelle adapté à la superficie de la carrière. Sur ce plan, sont reportés :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 m ;
- les bornes visées à l'article 2.1.3.2 ;
- les bords de la fouille ;
- les courbes de niveau et cotes d'altitude des points significatifs (en m NGF) ;
- les zones remises en état ;
- les voies de circulation ;
- les installations de toute nature (basculer, locaux, installations de traitement, station de transit) ;
- les éléments significatifs (piézomètres, bassins de décantation, séparateurs à hydrocarbures...) ;
- les limites de garantie du périmètre exploitable visés à l'article 1.2.4.2 ;
- la position des éléments de surface visés à l'art. 1.2.4.2 et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales.

Ce plan est mis à jour au moins une fois par an et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

[...]

#### **Constats**

Le plan d'exploitation transmis par l'exploitant est daté du 17 octobre 2025. Pour une meilleure lisibilité, un focus sur la zone d'extraction est également fourni.

Ce plan d'exploitation contient l'essentiel des informations requises par l'article de l'arrêté préfectoral mais nécessite toutefois d'être complété de divers éléments (voir ci-dessous). Par ailleurs, il demeure nécessaire de mettre en évidence la progression de l'exploitation par rapport au phasage prévu et à la remise en état.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat**

Il est demandé à l'exploitant, **sous deux mois**, de compléter son plan d'exploitation avec l'ajout



- de l'unité de la barre d'échelle
- de la signification des points bleus présents sur le plan (à intégrer dans la légende)
- des piézomètres (plan et légende)
- des séparateurs d'hydrocarbures (plan et légende)
- des bassins de décantation (plan et légende).

À l'occasion de cette mise à jour, le carrier fait également apparaître le phasage de l'exploitation par rapport au phasage prévu.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection la mise à jour de son plan d'exploitation.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2 mois

## N° 2 : Modalités d'extraction

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 27/06/2024, articles 2.1.6.3 et 2.1.3.4

**Thème(s) :** Autre, fonds de fouille

### Prescription contrôlée

#### *Article 2.6.1.3 Modalités d'extraction*

[...]

La profondeur maximale du fond de la carrière est de 80 m NGF pour les fosses Est et Ouest, avec une cote de 102 m NGF au niveau de la plateforme des installations sur le secteur Ouest de la carrière (la cote initiale, avant exploitation du terrain naturel de l'extension de la carrière, est de 118 m NGF).

Les paliers sont extraits par fronts d'une hauteur maximale de 15 m, avec des banquettes résiduelles de 3 m de large. Les fronts ont une pente d'environ 85°.

[...]

#### *Article 2.1.3.4 Accès à la carrière*

[...]

Pour accéder à la carrière après extension, un nouvel accès est réalisé à l'Ouest de la carrière actuelle, sur la RD 115, commune d'Aussac-Vadalle. Ce nouvel accès est mis en place au cours des cinq premières années d'exploitation.

Un carrefour est aménagé entre la RD 40 et la RD 115 et un pont est construit sur la RD 115. En effet, une piste passe sous la RD 115 et relie les parties Est et Ouest de la carrière. Cette piste permet aux engins de circuler entre les deux secteurs sans emprunter le réseau routier, de sorte à minimiser le trafic.

[...]

### Constats

Le plan d'exploitation est daté du 17 octobre 2025 (cf. point de contrôle n° 1 du présent rapport). L'exploitation se déroule actuellement en phase 1 (2024-2029). L'approfondissement de la zone concernée (Sud-Est) se poursuit. Une cote est relevée à 80 m NGF, soit le niveau minimal fixé par l'arrêté préfectoral de 2024. La hauteur des fronts ne dépasse pas 15 m. (Il est à noter que les

zones qui montrent des fronts de 25 à 30 m de hauteur ont cessé d'être exploitées.)
Le pont sur la route RD 115 a été réalisé (article 2.1.3.4 de l'arrêté préfectoral du 27 juin 2024). Le passage des engins sur la piste qui passe sous ce pont permettra de relier les parties Est et Ouest de la carrière.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 3 : Remise en état

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/06/2024, article 2.3.1
<b>Thème(s) :</b> Autre, stade de la remise en état
<b>Prescription contrôlée</b>
La remise en état est strictement coordonnée à l'exploitation, selon le schéma d'exploitation et de remise en état finale, après remontée des eaux, présentés en annexes 4 et 5 du présent arrêté. [...]
<b>Constats</b>
La remise en état en est seulement à ses débuts. La zone actuellement concernée figure sur le plan d'exploitation de la carrière (cf. point de contrôle n° 1 du présent rapport) et a été observée sur site. L'exploitant doit poursuivre la remise en état de la carrière à mesure de l'avancée de l'exploitation de la carrière.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 4 : Surveillance de la qualité des eaux de surface

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/06/2024, articles 5.2.8 et 5.1.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôle des rejets aqueux
<b>Prescription contrôlée</b>
Article 5.2.8 <i>Contrôle des rejets d'eau</i>
Un contrôle des paramètres définis à l'article 5.2.7 est effectué semestriellement. [...]
La surveillance de la qualité de l'eau de fond de carrière où se situent les remblais fait l'objet d'un contrôle annuel qui devra comporter au minimum les analyses suivantes :
<ul style="list-style-type: none"> <li>• pH ;</li> <li>• potentiel d'oxydo-réduction ;</li> <li>• résistivité ;</li> <li>• métaux lourds totaux (As, Cd, Cr, Cu, Fe, Ni, Pb, Hg, Zn) ;</li> <li>• DCO ;</li> <li>• HCT</li> </ul>

Article 5.1.3 Relevé des prélèvements en eau

[...]

Le relevé du volume des eaux d'exhaure prélevées fait l'objet d'un enregistrement mensuel.

[...]

**Constats**

1) Les analyses des eaux de surface rejetées ont été réalisées les 7 avril 2025 et 6 octobre 2025, soit à 6 mois d'intervalle, conformément à l'arrêté préfectoral. Tous les paramètres prescrits ont été mesurés et sont conformes aux seuils limites autorisés.

2) L'eau de fond de carrière a été analysée les 7 octobre 2024 et 6 octobre 2025. Tous les paramètres prescrits ont été mesurés et sont conformes aux seuils limites autorisés ou n'appellent pas de remarque, hormis pour le fer et le zinc. En effet, il est à noter que des concentrations de 251 et 40 µg/L sont relevées respectivement pour le fer et le zinc en octobre 2025. Une concentration élevée (145 µg/L) sur le fer avait été constatée en 2012. L'exploitant indique que le fer est naturellement présent, et non uniformément distribué, dans la roche, ce qui peut expliquer des fluctuations de concentration selon la zone et le moment du prélèvement. Sur le zinc, l'exploitant n'a pas d'explication quant à sa possible origine.

Au-delà de valeurs singulières, une mise en perspective historique de l'évolution de la concentration en fer et zinc des eaux de fond de carrière serait utile.

3) Le volume des eaux d'exhaure prélevées (article 5.1.3 de l'arrêté préfectoral du 27 juin 2024) ne peut actuellement être connu faute de compteur dédié placé à l'entrée de la cuve de récupération de ces eaux (seules les eaux rejetées de cette cuve peuvent être comptabilisées).

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat**

Il est demandé à l'exploitant, **sous six mois**, de

- dresser un graphe de l'évolution temporelle, sur les quatre dernières années, de la concentration en fer et en zinc des eaux de fond de carrière. La localisation des points de mesure est précisée. Ce graphe, avec ses commentaires, est tenu à la disposition de l'inspection
- installer un compteur volumétrique à l'entrée de la cuve de récupération des eaux d'exhaure afin de comptabiliser le volume prélevé ces eaux et de procéder aux relevés des consommations tous les mois (un enregistrement est réalisé dans un registre dédié).

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 6 mois

## N° 5 : Surveillance des eaux souterraines

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/06/2024, article 5.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, niveau et qualité des eaux souterraines
<b>Prescription contrôlée</b>  <p>Un suivi trimestriel du niveau des eaux souterraines est réalisé sur les cinq piézomètres Pz1, Pz2, Pz4, Pz5 et Pz6 indiqués sur le plan en annexe 7 du présent arrêté ainsi qu'au niveau d'un puits à Nanclars. L'exploitant tient à jour un registre sur lequel sont reportés a minima, la date du relevé, l'ouvrage et la hauteur de la nappe (en m NGF).</p> <p>Un suivi mensuel du débit des sources situées au niveau du lavoir de Nanclars est réalisé en période de basses eaux (généralement de juillet à novembre).</p> <p>Un suivi semestriel de la qualité des eaux de la source de Nanclars et d'un puits-fontaine de Nanclars est réalisé. Les paramètres définis à l'article 5.2.8 du présent arrêté sont mesurés.</p>
<b>Constats</b>  <p>1) L'évolution du niveau des eaux souterraines est donné depuis 2009 pour les piézomètres 1, 2 et 3, et depuis 2015 pour les piézomètres 4, 5, 6. Les relevés respectent la période trimestrielle. Aucune fluctuation anormale n'apparaît au fil du temps, quelque que soit le piézomètre.</p> <p>2) Le débit de la source de Nanclars est donné pour la période juillet 2023-septembre 2025. Il se situe entre 0,5 et 2 m<sup>3</sup>/h selon la date, quand il n'est pas nul. L'exploitant indique que ces mesures servent d'étalon pour le futur, car l'activité actuelle de la carrière n'impacte pas la source de Nanclars.</p> <p>3) Des analyses de l'eau de la source de Nanclars des 7 avril et 6 octobre 2025 sont communiquées (rythme semestriel, conforme à l'arrêté préfectoral du 27 juin 2024, et selon les paramètres définis aux articles 5.2.7 et 5.2.8 de celui-ci). Ces analyses ne mettent pas en évidence des valeurs anormales.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat</b>  <p>Il est demandé à l'exploitant, <b>sous deux mois</b>, de préciser la localisation du piézomètre 3, puisque l'arrêté préfectoral du 27 juin 2024 stipule l'existence de seulement 5 piézomètres (Pz1, Pz2, Pz4, Pz5 et Pz6).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suite
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

## N° 6 : Entretien des dispositifs de traitement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/06/2024, article 5.2.6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, séparateurs d'hydrocarbures
<b>Prescription contrôlée</b> <p>Les dispositifs de traitement sont conformes aux normes en vigueur. Ils sont nettoyés par une société habilitée pour assurer leur bon fonctionnement et, dans tous les cas, au moins une fois par an. Ce nettoyage consiste à vidanger et pomper les effluents souillés, huileux ou contenant des hydrocarbures, des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures et des réseaux associés, et à curer les bassins de décantation. Le bon fonctionnement des systèmes de filtration des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures est vérifié. La propreté et l'intégrité des réseaux enterrés sont également vérifiées pour éviter des transferts de pollution éventuelle dans le sous-sol.</p> <p>Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures et des réseaux associés, l'attestation de conformité à la norme en vigueur ainsi que les bordereaux de suivi de déchets dangereux sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Les fiches de suivi du curage des bassins de décantation sont également tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<b>Constats</b> <p>Les derniers pompage et nettoyage des deux séparateurs d'hydrocarbures et des circuits associés ont été réalisés le 7 novembre 2025 (voir fiche d'intervention de SARP/SNATI du 7 novembre 2025 et les bordereaux de suivi de déchets dangereux composés des boues et des eaux hydrocarburées).</p> <p>Le dernier curage des bassins de décantation a été réalisé le 7 novembre 2025 par l'exploitant. Celui-ci précise que le curage de ces bassins est réalisé au moins tous les quinze jours ou trois semaines, selon l'activité de la carrière.</p> <p>Ces entretiens ne font pas l'objet d'une traçabilité formalisée.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat</b> <p>Il est demandé à l'exploitant, sous deux mois, de formaliser la traçabilité de l'entretien de ses dispositifs de traitement, et notamment le curage des bassins de décantation.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois



**N° 7 : Nuisances sonores**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/06/2024, articles 6.2.1 et 6.2.3											
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, bruit											
<b>Prescription contrôlée</b>											
<p>Article 6.2.1 Valeurs limites d'émergence</p> <p>Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée.</p>											
<table><tr><th>Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)</th><th>Émergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés</th><th>Émergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés</th></tr><tr><td>Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)</td><td>6 dB(A)</td><td>4 dB(A)</td></tr><tr><td>Supérieur à 45 dB(A)</td><td>5 dB(A)</td><td>3 dB(A)</td></tr></table>			Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés	Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)	Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)
Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés									
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)									
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)									
<p>Les zones à émergence réglementée sont définies sur le plan de l'annexe 8 du présent arrêté.</p>											
<p>Article 6.2.2 Niveaux limites de bruit en limites d'exploitation</p> <p>Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser, en limite de propriété de l'établissement, les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :</p>											
<table><tr><th>PÉRIODES</th><th>PÉRIODE DE JOUR Allant de 7 h à 22 h, (sauf dimanches et jours fériés)</th><th>PÉRIODE DE NUIT Allant de 22 h à 7 h, (ainsi que dimanches et jours fériés)</th></tr><tr><td>Niveau sonore limite admissible en limite de propriété</td><td>65 dB(A)</td><td>55 dB(A)</td></tr></table>			PÉRIODES	PÉRIODE DE JOUR Allant de 7 h à 22 h, (sauf dimanches et jours fériés)	PÉRIODE DE NUIT Allant de 22 h à 7 h, (ainsi que dimanches et jours fériés)	Niveau sonore limite admissible en limite de propriété	65 dB(A)	55 dB(A)			
PÉRIODES	PÉRIODE DE JOUR Allant de 7 h à 22 h, (sauf dimanches et jours fériés)	PÉRIODE DE NUIT Allant de 22 h à 7 h, (ainsi que dimanches et jours fériés)									
Niveau sonore limite admissible en limite de propriété	65 dB(A)	55 dB(A)									
<p>Les zones à émergence réglementée sont définies sur le plan de l'annexe 8 du présent arrêté.</p>											
<b>Constats</b>											
<p>Les dernières mesures de bruit datent de mai et août 2023. Elles ont été réalisées selon la méthode d'expertise.</p>											
<p>1) Les mesures de bruit en période <i>diurne</i> ont été réalisées le 25 mai 2023 (rapport GEOSCOPE de mai 2023). Toutes les valeurs relevées en limite de site sont inférieures à 65 dB(A) et les émergences sont inférieures à 5 dB(A).</p>											
<p>Le Bois de la Liaise (point B1) mérite toutefois une attention particulière, avec une émergence de 5 dB(A), conforme mais égale au seuil maximal autorisé (5 dB(A)). En effet, compte tenu des incertitudes sur la chaîne de mesure – non indiquées dans le rapport –, un dépassement du seuil admissible ne peut être exclu.</p>											
<p>2) Les mesures en période <i>nocturne</i> ont été réalisées les 21 et 22 août 2023 (rapport GEOSCOPE d'août 2023).</p>											

Les niveaux sonores relevés sont conformes à la prescription, sauf en limite de site Sud point (L1), où une émission de 60 dB(A) est mesurée, valeur qui dépasse le seuil admissible de 55 dB(A). L'exploitant explique que ce dépassement est lié plus particulièrement aux installations de traitement et aux opérations de chargement des camions.

Les émergences mesurées sont conformes à l'arrêté, sauf celle au Bois de la Liaise (point B1), qui est de 5,5 dB(A) pour un seuil admissible de 4 dB(A). L'exploitant note en effet que l'activité de la carrière se distingue très bien en ce point, en particulier les installations de traitement (dont le concasseur) et les manœuvres des engins.

3) Malgré ces non-conformités, l'exploitant n'a pas engagé d'actions correctives. Il précise par ailleurs que ses installations de traitement ne sont pas dotées d'un capotage de type bardage « acoustique ».

4) Le rythme de fonctionnement de la carrière s'étend de 5 h à 21 h, mais l'exploitant indique à l'inspection avoir décalé le démarrage de ses installations de 5 h à 7 h du matin – sauf exception.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat**

Il est demandé à l'exploitant, **sous trois mois**, de

- procéder à de nouvelles mesures des niveaux sonores et des émergences en période *diurne*, au Bois de la Liaise (point B1) ; selon le résultat de ces mesures, des actions correctives sont proposées et mises en œuvre afin de ramener les émissions sonores en-deçà des seuils admissibles
- proposer des actions correctives et un échéancier de réalisation pour réduire ou contenir les émissions sonores de ses installations de traitement dans le but de rendre ses émissions conformes aux seuils maximaux autorisés sur l'ensemble des points de mesure, et notamment en limite de site Sud (point L1) et au Bois de la Liaise (point B1).

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

#### **N° 8 : Vibrations**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 27/06/2024, article 6.3.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, tirs de mine

#### **Prescription contrôlée**

Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions avoisinantes des vitesses particulières pondérées supérieures à 10 mm/s mesurées suivant les trois axes de la construction.

#### **Constats**

L'exploitant a transmis un relevé des tirs de mine effectués en 2024 et 2025.

1) Il est constaté que, en 2024, plusieurs tirs ont généré des surpressions importantes (e.g., 107 dBL

<p>le 22 janvier 2024, 112,5 dBL le 28 mars 2024, et jusqu'à 140 dBL le 26 août 2024).</p> <p>Les surpressions mesurées en 2025 ne dépassent pas 107 dBL (24 avril et 14 octobre 2025).</p> <p>2) Les composantes des vitesses particulières sont typiquement de l'ordre de 0,5 à 2 mm/s, soit en-deçà du seuil maximal admissible (10 mm/s).</p> <p>Il est toutefois noté le tir du 13 novembre 2024, particulièrement puissant, puisque qu'une vitesse particulière de composantes (<math>v_{\text{longitudinale}}</math>, <math>v_{\text{transversale}}</math>, <math>v_{\text{verticale}}</math>) = (5,76 ; 4,16 ; 2,81) mm/s est enregistrée, soit une résultante de 7,64 mm/s. Pour ce tir, la surpression n'est pas indiquée.</p> <p>3) Les tableaux de relevés fournis par l'exploitant ne précisent ni la carrière, ni les unités utilisées pour les mesures de surpression et de vitesse particulière.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant, <b>sous deux mois</b>, de</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>compléter ses tableaux de relevé des mesures de surpression et de vitesse particulière en indiquant le site concerné et les unités de mesure utilisées. Ces tableaux sont tenus à la disposition de l'inspection ; ces compléments de traçabilité doivent figurer dans les futurs tableaux de relevé</li> <li>justifier le tir particulièrement puissant du 13 novembre 2024, et d'indiquer la surpression enregistrée lors de ce tir.</li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

## N° 9 : Retombées atmosphériques

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/06/2024, article 4.2.4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, émission de poussière</p> <p><b>Prescription contrôlée</b></p> <p>Chaque année l'exploitant établit un bilan annuel des mesures réalisées. Ce bilan annuel reprend les valeurs mesurées. Elles sont commentées sur la base de l'historique des données, des valeurs limites, des valeurs de l'emplacement témoin, des conditions météorologiques et de l'activité et de l'évolution de l'installation. Il est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard le 31 mars de l'année suivante.</p>
<p><b>Constats</b></p> <p>Les teneurs moyennes annuelles pour 2024 des jauges « riverain » sont globalement faibles avec des valeurs moyennes comprises entre 57 et 64 mg m<sup>-2</sup> jour<sup>-1</sup> pour une moyenne de 68 mg m<sup>-2</sup> jour<sup>-1</sup> pour la jauge témoin. Les valeurs les plus élevées ont été atteintes au mois d'octobre à Ravaud et à Aussac Sud, avec respectivement 138 et 150 mg m<sup>-2</sup> jour<sup>-1</sup>. La teneur moyenne annuelle plus élevée (jusqu'à 254 mg m<sup>-2</sup> jour<sup>-1</sup>) au niveau de la jauge « cuve » est due à la proximité immédiate de l'installation de traitement et de l'accès pour les camions. Selon</p>



<p>l'exploitant, les poussières, de granulométrie assez importante, retombent rapidement.</p> <p>Toutes ces valeurs restent en-deçà du seuil de 500 mg m<sup>-2</sup> jour<sup>-1</sup> à ne pas dépasser.</p> <p>Les valeurs de retombées 2024 restent similaires aux valeurs des trois dernières années (2021, 2022, 2023). Aucune évolution particulière n'est relevée.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 10 : Propreté

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/06/2024, article 3.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Propreté de l'installation et de ses abords
<p><b>Prescription contrôlée</b></p> <p>L'ensemble du site et ses abords sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.</p>
<p><b>Constats</b></p> <p>Le jour de l'inspection, il a été constaté que le site et ses abords étaient propres.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 11 : Rétentions et confinement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/06/2024, article 5.2.11
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, rétentions des cuves de gasoil
<p><b>Prescription contrôlée</b></p> <p>Une cuve aérienne de gasoil non routier (GNR) est présente sur le site pour l'alimentation des engins de chantier. Celle-ci présente une capacité maximale de 30 000 litres. Une cuve aérienne de gasoil est également présente sur le site, avec une capacité maximale de 40 000 litres. Ces deux cuves sont stockées sur une aire étanche, à l'intérieur d'un atelier. Les pompes sont situées à l'extérieur de cet atelier sur une aire étanche dotée d'une rétention. En cas de fuite ou d'égoutture lors de l'utilisation des pompes, la pollution s'écoule vers un séparateur d'hydrocarbures.</p>
<p><b>Constats</b></p> <p>Il a été constaté que les cuves de gasoil non routier (GNR) de 30000 litres et de gasoil (40000 litres) sont placées sur des aires étanches, à l'intérieur d'un atelier et sur rétention. Les pompes sont situées à l'extérieur de l'atelier, sur des aires étanches, près d'un séparateur d'hydrocarbures.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 12 : information au public**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/06/2024, article 3.6.1
<b>Thème(s) :</b> Autre, commission de suivi
<b>Prescription contrôlée</b>  Une commission de suivi est réunie au moins une fois par an à l'initiative de l'exploitant ou des maires d'Aussac-Vadalle et Nanclars.
<b>Constats</b>  La dernière commission de suivi de site a eu lieu le 1 <sup>er</sup> octobre 2024. Des observations des riverains ont porté notamment sur des tirs de mine, qui auraient provoqué la chute de lauzes du toit de l'église et auraient endommagé une voiture.  La prochaine réunion est prévue au premier trimestre de l'année 2026.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat</b>  Il est demandé à l'exploitant de tenir l'inspection informée de la date de la prochaine commission de suivi de la carrière.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite